

## ON S'ABONNE :

PARIS, rue du Croissant, 12.

DEPARTEMENTS et ALSACE-LORRAINE, chez les libraires, les directeurs de poste et de messageries, et aux Agences de la Société Générale.

ALLEMAGNE, dans les bureaux de poste et chez V. A. Ammel, libraire, rue Brûlée, 5, à Strasbourg.

ANGLETERRE, à Londres, chez MM. Delizy, Davies & Co, 1, Finch Lane, Cornhill, et à l'Agence de la Société Générale, 38, Lombard Street, E. C.

AUTRICHE, BELGIQUE, ESPAGNE, HOLLANDE, ITALIE et autres pays de l'Union postale, dans les bureaux de poste et chez les libraires.

## LA PATRIE

## PRIX D'ABONNEMENT :

PARIS : un an, 54 fr.; 6 mois, 27 fr.; 3 mois, 13 fr. 50.  
— Le numéro, ..... 15 centimes.

DEPARTEMENTS : un an, 64 fr.; 6 mois, 32 fr.; 3 mois, 16 fr.  
— Le numéro, ..... 20 centimes.

## INSERTIONS :

ANNONCES, ..... 1 fr. 50 la ligne

Chez MM. Fauchey, Laffitte et Co

Place de la Bourse, 8

ET AU BUREAU DU JOURNAL, RUE DU CROISSANT, 12

Droit d'insertion réservé à la Rédaction.

LES MANUSCRITS DÉPOSÉS NE SONT PAS RENVUÉS

APRÈS BOURSE  
QUATRE HEURES

	Hausse	Baisse
3 0/0 .....	80 85	» » » 20
3 0/0 amortiss. . .	83 25	» » » 15
4 1/2 0/0 1883 . .	109 65	» » » 15
Cons. anglais . . .	» » » »	» » » »
Italie . . . . .	95 65	» » » 20
Flor. autric. (or). .	90 1/2	1/4 » » »
Esp. Extér. nouv. .	56 3/8	» » » 1/16
Egyptien 6 0/0 . .	330 »	» » » »
Ch. Egyptiens . . .	» » » »	» » » »
Turc 4 0/0 (nouv.) .	16 10	» » » 35
Banque ottomane .	533 75	» » » 6 25

## NOTRE NUMÉRO SPÉCIAL

Dans quelques jours nous publierons un numéro spécial destiné à établir par des chiffres irréfutables :

## LE DÉSASTRE FINANCIER

que subit la France, grâce au gouvernement républicain ;

## LE DÉFICIT DES NEUF DERNIÈRES ANNÉES

## L'ÉLEVATION DES BUDGETS

## L'AUGMENTATION DES IMPÔTS

## LA DETTE DES COMMUNES

## Celle des DÉPARTEMENTS, etc., etc.

A l'appui des chiffres que nous apporterons, nous joindrons des tableaux graphiques clairs et précis, afin que les électeurs puissent se convaincre d'un coup d'œil de l'état dans lequel sont tombées nos finances et combien la situation des contribuables est grevée ; ils verront ainsi les progrès de

## LA MARÉE MONTANTE

Dès aujourd'hui, nos abonnés, nos amis politiques, les présidents des Comités conservateurs, peuvent nous adresser leurs demandes au sujet de cet important numéro de propagande, qui n'a pas de précédent. Nous les prions de le faire sans retard, car nous sommes à la veille du scrutin.

Ajoutons que nos mesures sont prises pour faire très rapidement les expéditions des exemplaires, en aussi grand nombre que l'on voudra.

Nous indiquerons le jour exact où paraîtra

## LA MARÉE MONTANTE

## PARIS, 19 SEPTEMBRE

## DERNIÈRES NOUVELLES

## INTÉRIEUR

Le gouvernement continué à mener avec le plus grand entrain, malgré ses déclarations, la candidature officielle et la propagande électorale.

Nous apprenons que le ministre de l'Intérieur vient de commander deux millions de numéros de la République illustrée, dont l'expédition est faite dans les départements par l'entremise d'un grand établissement financier qui met ainsi au service de M. Allain Targé ses nombreux employés.

Des actes de cet établissement financier, nous n'avons rien à dire ; mais nous ne pouvons laisser passer les agissements du ministre de l'Intérieur sans les signaler et sans les blâmer. Car, enfin, qui paiera la note de la propagande du gouvernement ? Ce sont les contribuables, toujours les contribuables !

Le ministre de l'Intérieur partira ce soir pour Angers, accompagné de M. de Girardin, directeur du cabinet.

Il reviendra probablement lundi soir ou mardi.

M. Allain-Targé a adressé aux préfets une dépêche-circulaire leur prescrivant de lui faire connaître les fonctionnaires dépendant du ministère de l'Intérieur qui sont candidats aux prochaines élections législatives.

De son côté, M. de Girardin, directeur du cabinet, adressera ce soir aux préfets une circulaire leur indiquant de quelle manière ils devront rendre compte du résultat des élections.

Ce résultat ne devra pas être envoyé par renseignements successifs, mais faire l'objet d'une seule et unique indication le nombre des inscrits, le nombre des votants et celui des suffrages exprimés, sans le cas où la nomination des candidats serait certaine sans qu'il fût possible d'indiquer le nombre de voix obtenues.

Les sous-préfets ne feront aucune communication directe au ministère et ne devront s'adresser qu'au préfet de leur département.

Les préfets n'auront pas recours à la voie officielle pour se renseigner sur les résultats obtenus dans les autres départements.

Le ministre de la guerre a reçu ce matin une dépêche du général de Courcy.

Cette dépêche est uniquement relative à des détails de service.

Dans le département du Morbihan, deux ecclésiastiques viennent de voir leur traitement suspendu pendant six mois, sous

le vain prétexte qu'ils faisaient de la propagande électorale.

Nous avons déjà établi que les ecclésiastiques sont électeurs et éligibles et personne ne peut les empêcher d'exercer leurs droits de citoyen français.

## EXTRÉMITÉ

Londres, 19 septembre.

La Gazette de Londres publie une proclamation royale étendant la prorogation du Parlement du 31 octobre au 5 décembre.

Le Morning Post dit que cette mesure signifie que les élections se feront plus tard qu'on ne l'avait primitivement arrêté.

Une seconde proclamation de la reine ordonne le licenciement de la portion de la milice qui avait été mobilisée, le 18 février, en conséquence de la crise afghane.

Londres, 19 septembre.

Des dépêches de Sofia et de Philippopolis annoncent que la population de la Roumélie orientale a proclamé à l'unanimité l'union avec la Bulgarie.

Copenhague, 19 septembre.

Le roi et la reine ont l'intention d'assister au mariage du prince Waldemar, qui aura lieu en France, à moins que des difficultés imprévues n'empêchent Leurs Majestés de donner suite à ce projet.

Madrid, 19 septembre.

Destélégrammes, venant de bonne source, annoncent que M. de Bismarck a donné l'ordre aux vaisseaux allemands de s'abstenir de toucher aux ports espagnols et a recommandé aux consuls allemands de ne pas faire de réclamations contre les manifestations populaires d'Espagne.

Il est inexact que l'Angleterre ait adressé à Madrid une réclamation au sujet des eaux juridictionnelles de Gibraltar.

Une conférence européenne au sujet des affaires d'Océanie devient probable ; en tout cas, elle n'aurait pas à s'occuper des événements passés.

## INFORMATIONS

Après avoir pris les instructions du ministre des affaires étrangères, M. Waddington est parti hier soir pour gagner son poste.

Le retour de notre ambassadeur va permettre à M. d'Anagnin, conseiller d'ambassade, qui a récemment rempli les fonctions de chargé d'affaires à Londres, de prendre son congé annuel.

Bien que les produits de l'octroi de Paris aient toujours en décroissant, jamais la diminution n'avait été aussi accentuée que pendant le mois d'août dernier.

D'après les tableaux dressés par l'administration, nous trouvons les moins-values suivantes depuis le commencement de l'année :

Janvier 650,806 fr. 91; février 307,703 fr. 84; mars 255,085 fr. 20; avril 405,580 fr. 71; mai 578,147 fr. 26; juin 416,148 fr. 65; juillet 863,900 fr. 53.

Enfin, le mois d'août a donné 938,185 fr. 31 de moins que les prévisions budgétaires.

En additionnant ces divers chiffres on trouve pour les huit premiers mois de l'année une diminution de 4,415,618 fr. 44 sur les évaluations de l'administration.

Si cette décroissance se maintient, il n'est pas douteux que, d'ici au 31 janvier, le déficit ne dépasse la somme ronde de 6 millions.

On a dit que notre plénipotentiaire en Chine, M. Patenôtre, se rembarquerait pour la France aussitôt après l'arrivée à Pékin de M. Cogordan, qui, on le sait, est chargé de négocier un traité de commerce avec le Céleste-Empire.

Ainsi donnée, la nouvelle n'est pas absolument exacte : M. Patenôtre ne quittera la Chine qu'après avoir mis M. Cogordan au courant de toutes les affaires de notre légation. On prévoit que les deux diplomates auront à travailler ensemble pendant quelques semaines.

M. Patenôtre n'est d'ailleurs point attendu à Paris avant la fin de décembre ou le commencement de janvier.

## AVIS AUX ÉLECTEURS

La guerre du Tong-King

Le gouvernement a avoué aux Chambres que l'entreprise du Tong-King avait déjà coûté quatre cent soixante-dix millions.

Nous disons « avoué », ce qui ne veut pas dire que ce soit tout.

Or, combien le Parlement a-t-il voté ? Deux cent soixante-six millions deux cent quatre-vingt-dix mille mille, sept cent quarante-deux francs ! C'est donc

deux cent trois millions, sept cent un mille, deux cent cinquante-huit francs qui ont été dépensés sans l'autorisation du Parlement.

Que sera-ce l'année prochaine ? On estime qu'il y aura un total de Sept cents millions au bas mot.

Il nous semble qu'on s'est beaucoup trop occupé, depuis quelques jours, des opinions politiques que peut avoir ou ne pas avoir le général Boulanger.

C'est encore là d'ailleurs une petite campagne opportuniste. Après avoir essayé de compromettre le général de Négrier en lui attribuant une lettre politique qu'il n'a jamais écrite, les opportunistes

ont voulu tenter de compromettre aussi le général Boulanger, en le présentant comme manœuvrant en vue du portefeuille de la guerre, c'est-à-dire en donnant à entendre qu'il se rapprochait des radicaux, puisque, suivant eux, c'est M. Clémenceau qui doit succéder à M. Brisson.

La combinaison était peut-être assez habile : ceux qui l'avaient imaginée complicité, paraît-il, que le général Boulanger s'empêcherait de donner un démenti public aux faux bruits mis en circulation, et les opportunistes ne manqueraient pas de s'attribuer d'avance le bénéfice du démenti qu'ils espéraient.

Le général Boulanger a déjoué ce plan en dédaignant les bruits et en ne répondant rien.

Il ne se range pas du côté de telle ou telle faction, et ne se jette point dans l'opportunisme pour éviter de passer pour un radical.

Il reste, en un mot, hors de la politique militante : C'est, pour nous, tout ce que nous voulons retenir de l'incident, et nous applaudissons à cette conclusion, parce que le général Boulanger a rendu des services qui sont pour être appréciés, non d'un seul parti, mais de la France.

## CONSULTATION ÉLECTORALE

Un de nos amis de Saint-Servan nous adresse la lettre suivante :

« Vous êtes sans doute au courant, cher monsieur, de ce qui se passe dans le département d'Ille-et-Vilaine. Vous savez sans doute comment le Comité conservateur de Rennes s'est pris pour réaliser l'union des forces conservatrices et en assurer le succès.

« C'est à dessein que je dis : le comité conservateur et non le comité monarchiste. Car le comité présidé par M. Grivart se défendait d'avoir un caractère exclusif. Il prétendait être uniquement conservateur et rechercher, pour former sa liste de « conciliation », sans acception de parti, tous les candidats que la grande situation locale désignait, imposait, pour ainsi dire, aux suffrages des électeurs.

« Or, on ne saurait nier que les électeurs bonapartistes soient nombreux, très nombreux dans notre département. Vous avez dû lire le compte rendu de cette réunion de délégués républicains, où M. Armez conseillait à ses amis de rechercher l'alliance du duc de Feltre en leur disant : « Le parti bonapartiste est celui qui a conservé le plus de sympathies dans les campagnes. » Ce qui, de l'aveu de ce député républicain, est vrai pour les Côtes du Nord, est vrai pour l'Ille-et-Vilaine, pour toute la Bretagne, où l'on ne ramènera les masses passées à la République qu'en leur offrant un autre gouvernement à base démocratique et plébiscitaire.

« Qu'on demande aux candidats royalistes eux-mêmes ce qu'ils en pensent ; qu'on demande à l'honorable M. de la Villegentille, par exemple, si les trois quarts des électeurs qui l'ont déjà choisi pour député ne sont pas bonapartistes. Ces bonapartistes l'ont élu, cependant, quand il s'est présenté, il y a quelques années, parce qu'il s'agissait alors d'une élection isolée, ne pouvant avoir, comme les élections générales de cette année, une influence sérieuse sur la question du gouvernement définitif. Mais quand ils verront son nom sur une liste entièrement blanche — car, pour nos paysans, tout royaliste est blanc — ils comprendront qu'il ne s'agit plus, cette fois, de voter pour un homme qui a leurs sympathies, mais pour un système qui ne les a pas, et la plupart l'abandonneront : vous en aurez bientôt la preuve.

« Pour faire croire à son impartialité, à son esprit de conciliation, le comité monarchiste... pardon : le comité conservateur de Rennes déclara que le parti impérialiste serait représenté sur sa liste par M. de la Guistière ou par M. Rouxin, au besoin par les deux. Mais cette malice était couverte d'un fil trop blanc, car tout le monde savait que ces messieurs étaient bien décidés à ne pas se présenter : ils l'avaient déclaré à qui voulait l'entendre.

« A défaut de ces deux noms, en a-t-on cherché d'autres ? On s'en est bien gardé. En vain le comité impérialiste de Saint-Malo, présidé par un ancien préfet de l'Empire, M. Boby de la Chapelle, en a successivement indiqué plusieurs, même celui de M. Le Jollif, homme considérable de Saint-Malo, auquel on reprochait de n'être pas suffisamment connu en dehors de son arrondissement — et on lui substituait celui de M. Estancelin, absolument étranger au département ! N'est-ce pas un véritable défi ?

« N'est-ce pas surtout une véritable folie ? Comment avec cette liste blanche peut-on espérer entraîner tous nos braves ? On serait bien décidé à les rejeter dans la République qu'on ne pourrait mieux s'y prendre.

« On se demande ici ce que va faire le comité Padoue. Est-ce qu'il nous engagerait par hasard à soutenir une pareille liste ? Vous pouvez lui dire que s'il faisait cette faute, les impérialistes d'Ille-et-Vilaine ne la lui pardonneraient pas et que, si disciplines qu'ils se piquent d'être, ils ne sauraient pousser jusque-là l'esprit de discipline. En conscience on ne peut demander aux partisans de la souveraineté nationale de voter pour

ceux qui se moquent d'elle et cherchent à la confisquer à leur profit.

« Je ne me permettrai pas de vous parler ainsi, cher monsieur, si je n'étais sûr d'exprimer la pensée de tous.

« Veuillez agréer, etc... »

Nous répondrons d'abord à notre honorable correspondant qu'il est parfaitement renseigné sur ce qui s'est passé dans son département. Nous pouvons affirmer comme lui, qu'après avoir « offert » la candidature à deux impérialistes qu'il savait parfaitement résolus à la décliner, le comité « conservateur » de Rennes a systématiquement écarté tous les autres.

Mais nous croyons pouvoir le rassurer sur les dispositions du Comité central de l'Appel au Peuple. Celui-ci s'est placé sur un terrain trop large et trop solide pour qu'une éventualité puisse l'embarrasser. Il ne représente pas seulement un parti, il représente une cause supérieure à tous les partis : celle de la souveraineté nationale. Nous sommes certains qu'il ne la trahira pas.

Qu'on marche aux représentants naturels de l'opinion impérialiste la part à laquelle ils auraient droit, le Comité central, animé d'un véritable esprit de conciliation, ne verrait pas dans cette question de proportionnalité matérielle une cause suffisante de rupture. Il pourrait faire des sacrifices de personnes, il ne saurait sacrifier le principe, qui est sa raison d'être.

Notre parti, auquel les républicains ont laissé l'honneur de représenter cette grande cause, n'a, depuis quinze ans, qu'un seul but : affranchir le suffrage universel, rendre au pays l'entière disposition de lui-même, lui permettre de se prononcer librement sur ses destinées. Dans tout candidat reconnaissant comme nous le pouvoir constituant de la nation, et voulant l'aider à se manifester librement, nous devons voir, nous voyons des auxiliaires.

Qu'une liste conservatrice soit faite dans un esprit aussi exclusif que celle d'Ille-et-Vilaine, c'est une faute dont la responsabilité retombera sur ses auteurs : le comité-tribunal pourra la soutenir dépendant sans scrupules, sans hésitation, si les candidats qui la composent lui donnent, ou plutôt donnent au suffrage universel devant lequel ils vont se présenter cette satisfaction naturelle.

Il s'est donc adressé aux candidats conservateurs d'Ille-et-Vilaine. Il a fait appel à leur loyauté et les a priés de déclarer s'ils reconnaissent au pays le droit de choisir son gouvernement ; ou si — ne demandant pas aux électeurs le pouvoir constituant — ils se réservent mentalement la faculté de l'exercer, c'est-à-dire de l'usurper.

Leur réponse dietera au Comité central sa résolution.

S'ils se défendent d'avoir une telle arrière-pensée ; s'ils disent ce que l'honorable M. Pion, candidat nettement royaliste, disait récemment à Toulouse : « Nous ne voulons pas, comme on le prétend, entreprendre quelque chose de louche contre les droits de la nation, car la nation est et doit rester pleinement maîtresse de ses destinées », alors il ne leur refusera pas son appui.

S'ils reculent devant un tel engagement, la rupture est inévitable. Le Comité central ne pourrait engager ceux dont il a la confiance à tomber dans le piège qui leur serait tendu. Il fera connaître aux électeurs la réponse qui lui sera faite ; et ceux-ci, désormais édifiés sur les sentiments, les intentions de ceux qui sollicitent leurs suffrages, comprendront ce qu'ils ont à faire.

Ajoutons que le Comité central a adopté la même attitude à l'égard des Bouches-du-Rhône et de deux ou trois autres départements où il se trouvait dans une situation analogue.

Il ne pouvait en avoir une plus nette, plus correcte, plus irréprochable. Ceux mêmes dont elle dérangeait les calculs seront obligés de le reconnaître.

## OPPORTUNISTES ET RADICAUX

La bonne guerre que se font les républicains devient, de jour en jour, plus intéressante.

Hier, c'étaient les radicaux qui empêchaient M. Jules Roche d'expectorer son discours ; aujourd'hui, ce sont les opportunistes qui coupent la parole à M. Clémenceau.

Voici ce que c'est : Au cours de ses pérorations oratoires, M. Clémenceau s'est rendu à Lons-le-Saunier.

Hier 18, il y avait donné une conférence dans la salle du théâtre. Mais ses ennemis étaient en nombre. Tumulte et sifflets dès le début de la cérémonie.

On a beaucoup remarqué, dit la Justice, un citoyen s'obstinant à crier : « Vive Ferry ! » Ce cri n'a pas trouvé d'écho et a même provoqué une manifestation contraire.

Enfin, au bout d'une demi-heure, on a reconnu qu'il était impossible de constituer le bureau, et il a fallu renoncer à placer le discours préparé.

La Justice, enregistrant cette déconvenue, se montre sévère, mais juste, pour les républicains d'en face ; voici sa conclusion :

« L'attitude inqualifiable des opportunistes, qui ont empêché la conférence d'aboutir, a produit sur la foule une impression de profond mécontentement et ne peut finalement qu'être favorable au parti radical.

« Un grand nombre de citoyens venus de fort loin ont manifesté hautement leur indignation contre les agissements scandaleux de la coterie opportuniste. »

La coterie opportuniste joue maintenant le rôle du cadavre récalcitrant, rôle qu'elle compte bien laisser promptement en héritage à la coterie radicale.

## LE TESTAMENT DU PRINCE IMPÉRIAL

Un extrait du Testament du Prince Impérial, certifié véritable par William W. Venn, notaire public à Londres par autorité royale, est actuellement entre les mains d'un très grand nombre d'électeurs de plusieurs départements, notamment des électeurs de la Somme.

Cet extrait est surmonté de deux gravures, placées l'une à côté de l'autre dans deux médaillons : ce sont les portraits du Prince Victor Napoléon et du Prince Impérial.

Dans ce Testament se trouvent les lignes suivantes qui sont du reste connues, mais que nous croyons, dans les circonstances actuelles, devoir rappeler :

« Le tout écrit de ma propre main. Je n'ai pas besoin de recommander à ma mère de ne rien négliger pour défendre la mémoire de mon grand-oncle et de mon père. Je la prie de se souvenir que, tant qu'il y aura des Bonapartes, la Cause Impériale aura des représentants. Les devoirs de notre Maison envers le Pays ne s'éteignent pas avec ma vie ; moi mort, la tâche de continuer l'œuvre de Napoléon I<sup>er</sup> et de Napoléon III incombe au fils aîné du Prince Napoléon, et j'espère que ma mère bien-aimée, en le secondant de tout son pouvoir, nous donnera, à nous autres, qui ne serons plus, cette dernière et suprême preuve d'affection.

» NAPOLEON.

» Le 26 février 1879, à Chislehurst. »

## CHRONIQUE ÉLECTORALE

## SEINE

M. Raoul Duval, porté sur la liste de l'opposition conservatrice dans le département de la Seine, n'a pu accepter cette candidature, à raison des engagements qu'il avait pris antérieurement envers les électeurs du département de l'Eure, qu'il représente depuis plusieurs années à la Chambre.

Le nom de M. Raoul Duval a été remplacé sur la liste conservatrice de la Seine par celui de M. Eugène Louvet, négociant, ancien membre du conseil municipal.

Une réunion organisée par les comités conservateurs d'Aubervilliers, de Pantin, de la Courneuve et communes voisines, a eu lieu hier, à Aubervilliers, salle Larocher.

M. Marius Martin a prononcé un discours, qui a été très applaudi par la réunion, composée de plus de mille ouvriers.

## SEINE-ET-OISE

Depuis tantôt deux mois nous n'avons cessé de demander la formation, dans Seine-et-Oise, d'une liste exclusivement impérialiste pour le premier tour de scrutin. A plusieurs reprises, nous avons fait ressortir les avantages qu'il y aurait à adopter cette idée ; mais enfin elle n'a pas prévalu.

En effet, la liste conservatrice est formée, et en voici la composition :

Trois impérialistes : MM. Bachelier, Brinard, Haussmann, avocat à Versailles ;

Trois royalistes : MM. Auffray, Ambroise Rendu et le docteur Remilly, conseiller municipal de Versailles ;

Trois républicains : MM. L. Durand, Noguet et Féau, député d'Etampes. Ce dernier, dans sa profession de foi de 1881, demandait la séparation immédiate de l'Eglise et de l'Etat, avec toutes ses conséquences ; il a voté tous les crédits demandés par Ferry pour le Tong-King.

Nous l'avouerons bien franchement, nous qui n'avons pas l'habitude de dissimuler notre pensée : notre premier mouvement, lorsque nous avons connu cette liste, a été pour la combattre très énergiquement. Mais plusieurs de nos amis ont invoqué près de nous des considérations qui nous ont déterminé à nous abstenir et à rester neutre. On ne fait jamais en vain appel à notre dévouement et à notre patriotisme. Nous ne chercherons donc pas à influencer les appréciations et les votes des électeurs, qui restent juges en dernier ressort.

A titre d'information, nous signalons une lettre de M. Hector Pessard à la République française qui demandait hier au National ce que les républicains libéraux feraient en Seine-et-Oise au second tour de scrutin. Voici comment s'exprime M. Pessard :

Nous maintiendrons au second tour de scrutin notre programme et nos candidatures, et nous ne donnerons pas au pays le spectacle attristant que lui préparent les opportunistes et les radicaux, prêts à mettre en commun leurs intérêts et à jeter, comme un lest encombrant, leurs programmes contradictoires.

Même note dans la lettre suivante, adressée à M. Pessard par M. A. Lannes de Montebello :

Cher ami, avez-vous lu ce matin la République française ? Ce moniteur des opportunistes a donc le sentiment de la défaite de ses amis pour nous demander avec tant

d'anxiété ce que nous ferons au second tour de scrutin ? Ce que nous ferons, mais c'est bien simple. Nous ferons, cher ami, ce que vous avez dit dans votre article si loyal et si net d'avant-hier. Au premier comme au second tour de scrutin, nous maintiendrons nos candidatures et nous n'abandonnerons pas les braves gens qui, en Seine-et-Oise, se rangent si courageusement autour de nous pour protéger la République et la patrie contre les Jacobins radicaux ou opportunistes qui les perdent et les livreraient un beau jour à toutes les réactions.

A vous tout cœur,

A. LANNES DE MONTEBELLO.

Ces déclarations nous paraissent graves, et nous nous bornons, pour aujourd'hui, à en prendre acte. Nous verrons si elles seront maintenues.

## DEUX-SÈVRES

Nous sommes heureux d'apprendre que, dans le département des Deux-Sèvres, la coalition électorale est maintenant un fait accompli.

Voici la liste qui vient d'être adoptée d'un commun accord par les comités impérialiste et royaliste :

MM. Louis Germain ;  
Le marquis de La Rochejacquelin ;  
Armand Pélét ;  
Paul Taudier ;  
Pierre Proust de Lozay.

Deux impérialistes figurent sur cette liste : ce sont MM. Germain et Pélét. Ils seront suivis, et la liste où se trouvent leurs noms sera appuyée avec la plus vive énergie par tous nos amis des Deux-Sèvres. Les impérialistes de ce département viennent de donner une première preuve de leur intention de prendre part de la façon la plus active à la lutte électorale et de ne rien négliger pour la cause qu'ils servent, par leur attitude dans une réunion spéciale où n'étaient pas venus moins de 600 délégués.



Disons à ce propos qu'on nous annonce de Berlin que M. le comte de Hatzfeldt, secrétaire d'Etat, est désigné comme successeur du prince de Hohenlohe à l'ambassade de Paris.

Il est question d'une fête extraordinaire organisée par le commerce parisien. Les promoteurs de ce projet sont en instance auprès du ministre de l'intérieur pour obtenir l'autorisation d'une loterie de deux millions de francs destinée à couvrir les frais de l'entreprise.

Le *Journal officiel* publie ce matin un décret répartissant dans les différents régiments les élèves de l'école de Saint-Cyr sortis dans l'infanterie et nommés au grade de sous-lieutenant.

La reine Louise, l'impératrice de Russie, le prince et la princesse de Galles, la duchesse de Chartres, la princesse Marie d'Orléans et son fiancé le prince Waldemar ont été hier, dans l'après-midi, rendre une visite à la princesse Augusta, sœur de la reine.

La princesse Augusta, qui a maintenant soixante-deux ans, est veuve depuis 1873 du baron de Blixen-Fincke, seigneur héréditaire de Dalmatie.

Le duc de Chartres et son fils le prince Henri d'Orléans, guidés par M. le colonel Hoskier, qui est attaché à leurs personnes, sont allés hier matin visiter le musée historique et national du château de Rosenberg. Ils ont examiné avec beaucoup d'intérêt les riches collections du musée, composées en grande partie d'objets relatifs à l'histoire de la famille royale.

Le prince de Galles doit présider aujourd'hui à la pose de la pierre fondamentale de l'église anglicane de Saint-Albans, et la cour royale ainsi que tous les hôtes du roi assisteront à cette cérémonie.

Le czar et la czarine passeront la nuit à bord de leur yacht *Derjawa* tandis que le duc de Chartres et la duchesse de Chartres, avec les princes et princesses de leur famille, resteront au palais royal d'Amalienborg, pour assister, dimanche matin, à la messe, dans l'église catholique de Copenhague.

Le mariage de Mlle Clary, quatrième fille du comte, avec le vicomte de Lacroix-Laval, lieutenant de dragons, a été célébré avant-hier au château de La Grange. Le marié était en uniforme et la mariée, fort jolie, portait une ravissante toilette de satin blanc, agrémentée d'un sash de fleurs d'orange dans les bouillons de tulle.

Remarqué dans l'assistance : le prince Murat, baronne de Vaufréland, comtesse de Reymond, princesse de Beauvais et un grand nombre d'officiers de cavalerie.

Tout ce qui porte un nom dans la finance, les arts et l'industrie, et qui appartient au culte israélite, s'était rendu hier soir au temple de la rue de la Victoire, pour y célébrer le Yom-Kippour, ou fête du Grand-Pardon.

On sait que cette fête est une des plus grandes du culte, et que ce jour-là les israélites pratiquants, et c'est la plus grande majorité, observent le jeûne le plus strict.

Le temple offrait un imposant coup d'œil.

Nous avons remarqué les membres de la famille de Rothschild, les Cahen d'Anvers, Maurice et Michel Ephrussi, les Weis-Waller, les Goldschmidt, les Kohn-Reinach, les peintres Worms, Lévy et Moysé, de Melbach, Scenfeldt, les Lyons, Maurice, Cribmiz.

Dans les tribunes réservées aux dames, citons :

Les baronnes Alphonse, Gustave et Nathaniel de Rothschild, Mme Maurice et Michel Ephrussi, comtesse Cahen d'Anvers, Mme Pollonais, Mme Reinach, Mme Lewis de Londres, etc.

## LA TEMPERATURE

SITUATION GÉNÉRALE AU 19 SEPTEMBRE

En France, le temps est au beau et la température va se relever; toutefois, des pluies sont probables vers le littoral de la Bretagne et de la Manche.

À Paris, hier, la pluie a cessé vers midi et à quatre heures de l'après-midi le ciel s'est découvert.

SITUATION PARTICULIÈRE AUX PORTS FRANÇAIS

MANCHE. — Vent variable faible à modéré; mer belle.

Océan. — Vent variable faible à modéré; mer belle.

MÉDITERRANÉE. — Vent variable faible à modéré; mer belle.

Aujourd'hui, 19 septembre, le thermomètre centigrade de l'ingénieur Queslin, 1, rue de la Poudre, marquait :

À sept heures du matin..... + 12 6/10  
À onze heures du matin..... + 17 6/10  
À deux heures du soir..... + 19 5/10  
Température la plus basse de la nuit + 10 5/10

Le baromètre est à 763 millimètres.

## CHRONIQUE DE L'ÉTRANGER

**Allemagne**

Berlin, 18 septembre.

Le Conseil fédéral a donné son approbation à la proposition du gouvernement prussien, tendant à prolonger pour un an la loi relative au petit état de siège à Berlin.

La discussion d'une proposition identique présentée par la ville libre de Hambourg a été ajournée.

**Autriche**

Vienne, 19 septembre.

L'*Officiel* publie les nominations de quatorze nouveaux membres à vie de la Chambre des Seigneurs. Ces nouveaux membres représentent presque tous les partis et toutes les nationalités appartenant à toutes les sphères de l'activité publique.

Parmi eux se trouve le chef d'état-major, baron Beck.

**Bulgarie**

Sofia, 18 septembre.

Le gouverneur de Roumélie et son gou-

vernement ont été renversés. Un comité provisoire a été nommé, et l'ordre n'a pas été troublé. Ce comité appelle à son secours les Bulgares du Nord.

**Danemark**

Copenhague, 18 septembre.

Le Rigsdag est convoqué pour le 5 octobre prochain.

## Lettres de Constantinople

(De notre Correspondant particulier.)

Comme je vous l'écrivais ces jours derniers, l'Angleterre a perdu considérablement de son prestige diplomatique en Orient. Elle a pu s'en apercevoir, et c'est ce qui doit vous expliquer la mauvaise humeur que vous pouvez rencontrer dans les journaux de Londres, touchant Constantinople et l'Égypte. On ne serait point surpris, ici, si l'on voyait mettre fin à un brusquement à la mission extraordinaire de sir Henry Drummond Wolff, et si l'Angleterre saisisait un prétexte pour remplacer ce diplomate. C'est l'opinion la plus accréditée. On continue, du reste, à épiloguer sur les propositions mystérieuses dont il devait être porteur, et l'on se demande, non pas seulement si elles sont de nature à être acceptées par la Turquie, mais même si elles conviendraient aux puissances. Quel qu'il en soit, la prudence ordinaire de la diplomatie turque saura sûrement déjouer, dans cette circonstance, les finesses que l'on soupçonne sous l'attitude de l'Angleterre.

Relativement au marché avec la maison Krupp, on a continué tout naturellement à s'entretenir, par ce motif que c'est un prétexte commode à l'historiette de toute espèce, vraies ou fausses, et plus ou moins agréablement assaisonnées.

Je vous ai même relaté une de ces historiettes, où il était question de certains *bachschiches*, car il en est ici comme partout, et il est difficile qu'un marché considérable soit passé, sans que la chronique se mette aussitôt à chercher quelles sommes ont pu s'égarer en route. Vraisemblablement, il s'en doit bien égarer quelquefois. Vous avez assez entendu parler des pots-de-vin, en France, pour comprendre qu'on en peut parler aussi en Turquie. Il peut, d'ailleurs, arriver qu'on en parle trop, et que, à force d'être torturée, la vérité ne finisse par devenir méconnaissable. Je dois dire franchement que, sur des renseignements erronés, je l'ai peut-être moi-même méconnue.

C'est justement ce qui me détermine à revenir en quelques lignes sur le récit de l'autre jour. Il paraît exact que le sultan est intervenu de sa personne dans le marché, et s'il est vrai que quelques personnes, du reste peu importantes, aient pu profiter de l'occasion de ce marché pour se faire attribuer quelques bons pots-de-vin, il est aussi à concevoir que l'intervention du sultan les ait désemparés, parce qu'elle dérangeait leurs plans; de là ces bruits exagérés que l'on vous a fait connaître.

La vérité est, si mes renseignements sont exacts, que le sultan a obtenu des représentants de l'usine Krupp une réduction, dont on maintient que le chiffre serait de douze cent mille francs. C'est un bénéfice pour l'Etat, et voilà le sens de cette intervention dont tout le monde doit s'applaudir, sauf peut-être ceux qui cet événement privo des gratifications qu'ils avaient espérées.

## LE CONFLIT HISPANO-ALLEMAND

Madrid, 18 septembre.

Le *Correo* dit que le conseil des ministres s'est entretenu du télégramme officiel de Berlin, annonçant que le prince de Bismarck se rendra prochainement à l'empereur Guillaume à la dernière note diplomatique de l'Espagne.

Le *Correo* annonce qu'une commission d'ingénieurs espagnols est allée à Londres pour faire l'achat de deux croiseurs de première classe.

L'occupation de l'île Ponapi n'est pas confirmée.

Les Espagnols, dit le *Correo*, sont et ils resteront en complète et libre possession de toutes les Carolines.

On télégraphie de Madrid au *Temps* :

« On dit que le gouvernement espagnol repousse les bons offices de l'Angleterre et des autres puissances qui lui ont conseillé d'accepter l'arbitrage, parce qu'il croit que l'Allemagne se rendra à l'évidence des droits de l'Espagne. Dans le cas seulement où cet espoir ne se réaliserait pas, le cabinet de Madrid serait disposé à admettre un arbitrage. »

« La majorité des journaux repoussent l'idée d'une conférence européenne, comme incompatible avec le sacrifice des droits d'une puissance de second ordre aux aspirations coloniales des grandes puissances. »

« La presse continue à demander au gouvernement l'achat de bateaux torpilleurs, de croiseurs et d'avisoirs pour la défense des côtes et des colonies. »

« Vu l'importance de l'opinion publique à ce sujet, les ministres des finances et de la marine s'occupent déjà sérieusement de la question. »

On lit dans la *Gazette de Cologne* :

« De même qu'il est hors de doute qu'un commencement du conflit hispano-allemand, c'est la presse française qui a excité les Espagnols contre l'Allemagne, en faisant appel à leur amour-propre, il semble se confirmer que des Français ont pris une part importante aux troubles de Madrid. »

« Il est figuré déjà dans la démonstration du 16 août, et quant à l'assassinat donné à la légation allemande, les renseignements officiels permettent de conclure qu'il a été provoqué par les excitations de quelques Français réunis au café Suizis. »

## COCHINCHINE

Le ministre de la marine et des colonies a reçu du gouverneur de la Cochinchine française les renseignements suivants :

La ligne ferrée de Saigon à Mytho a été ouverte à l'exploitation régulière à partir du 20 juillet dernier, avec transbordement au Bén-Luc.

En ce point de la route, le passage des voyageurs et des marchandises, d'une rive à l'autre du Vaïco, s'effectue au moyen d'un bateau à vapeur servant de bac. Cette situation provisoire ne pourra cesser qu'après la réparation complète du pont métallique.

La Compagnie des chemins de fer garantit à des à présent assuré un service régulier de deux trains par jour, largement suffisant pour les besoins d'une ligne nationale.

nouvelle voie, qui assure aux courriers de l'ouest une économie de plusieurs heures et surtout une régularité due à la suppression des inconvénients produits par les changements d'heure des marées.

## A Madagascar

Lorsque le gouvernement a fait dire par ses officiers que, grâce à l'intervention du consul italien, toute éventualité d'hostilité devait être écartée, nous avons dit que ces présomptions ne devaient être accueillies que sous les plus expresses réserves.

La dépêche que nous avons donnée hier prouve que nos réserves étaient fondées.

Cette dépêche, nous croyons bon de la reproduire :

Le ministre de la marine a reçu de l'amiral Miot, par Zanzibar, des nouvelles datées de Tamatave, 12 septembre.

L'amiral a dirigé, le 10, une reconnaissance offensive dans le but de constater les travaux exécutés par les Hovas dans les positions de Farafat; il a conduit sa colonne vers le gué Saamat, à la droite de l'ennemi, et a reconnu la présence d'un corps nombreux, retranché derrière quatre ouvrages réguliers paraissant bien établis.

Un engagement a eu lieu, dans lequel nos troupes ont eu trente-trois hommes hors de combat, dont deux tués et quatre officiers blessés.

Les troupes ont été pleines d'entrain; le prochain courrier apportera les détails.

L'amiral Miot a profité, pour faire cette petite expédition, de la présence à Tamatave d'une batterie d'artillerie et d'une compagnie d'infanterie de marine venant de Formose, et qui devaient être expédiées à Majunga, sur la côte occidentale.

Farafat ou Farafatano, ou Manjakandrianobana, est situé à sept kilomètres de Tamatave.

C'est là que les Hovas se sont retranchés depuis que nous occupons cette dernière ville.

On connaissait depuis longtemps à Tamatave le projet de l'amiral Miot, et une correspondance du 3 août, publiée par le *Temps*, disait que cette expédition était inutile et resterait infructueuse. Le résultat a prouvé qu'elle nous a coûté, en outre, des pertes sérieuses vu la faiblesse de l'effectif engagé.

## GAZETTE DE PARIS

Au lieu dit « Les Charlottes »

« Les Charlottes » sont très éloignées de la ferme désignée de tout temps au plan cadastral sous le nom de grande ferme de « La Grange », et qui appartient aux Alfons.

C'est une pièce de terre en friche, qui se trouve au delà de la rivière, à l'autre bout du caillon. Ce petit héritage, sans grande valeur, serait resté inconnu, même dans le département, si depuis vingt jours il ne formait l'objet d'un litige entre les Alfons et les Schmitt, fermiers d'un domaine qui se trouve au nord dans les terres, et qu'on nomme la « Nouvelle ferme »; il y a une quinzaine d'années, c'est-à-dire les Schmitt ont restauré leurs vieux bâtiments et agrandi leur territoire en prenant violemment une partie des terres d'un de leurs rivaux, auquel ils avaient cherché une mauvaise querelle d'allemand.

Mais cela, c'est de l'histoire ancienne. Je n'en parle que pour mémoire et pour vous prouver que ce qui s'est passé, ces jours-ci, au lieu dit « Les Charlottes », est la pure copie, en petit, de l'affaire d'autrefois, entre la famille Schmitt et leurs voisins qu'elle a spolies — seulement, aujourd'hui, on s'est arrêté au début.

Vous avez vu, du reste, la chose dans le temps; je vous jure que la plupart de ceux du pays, quand ils y pensent, ont encore les yeux tout pleins de larmes de rage et que leur sang ne fait qu'un tour. Mais, suffit; qui vivra verra; et j'espère bien vivre assez pour... Enfin, je m'en tends...

Il faut vous dire que, depuis ce coup-là, les Schmitt se croient les rois du pays. Il n'y a plus d'autres fermes suivant eux, que la « Nouvelle ferme » qui pourtant, dit-on, ne fait pas de trop bonnes affaires. On y paie très peu les ouvriers, si bien que beaucoup s'en vont chercher du travail ailleurs. Cela ne nous regarde pas. Mais voici le mauvais pour nous : après avoir été employés dans les fermes environnantes, avoir étudié les exploitations, s'être bien rendu compte des genres de culture, ils reviennent à la « Nouvelle ferme », font la paix avec leur ancien patron et racontent tout ce qu'ils ont vu chez les autres. Sans doute, ce n'est pas propre, mais enfin c'est comme ça...

Le vieux Schmitt se fait, du reste, bien cassé à cette heure; en réalité, c'est le régisseur qui mène la maison; et il la mène même tambour battant « à la prussienne ». Là-bas, à cause de ses airs d'autorité, lui ont donné le sobriquet de « Prince ». Vous voyez cela d'ici : c'est lui le chef de la culture.

À la ferme de La Grange, au contraire, le « maître » est un jeune homme de vingt-cinq ans environ, plein de bonne volonté, et qui cherche à remonter son affaire. Il faut reconnaître que les précédents propriétaires avaient laissé l'exploitation en assez piteux état. Voyez-vous : une culture qui change si souvent de main est une culture quasi-perdue.

« La Grange », les ouvriers de la ferme avaient même essayé, il y a quelques années, de se mettre en commun pour l'exploiter, puis de faire venir un homme étranger au pays, qui n'était pas habitué aux usages de la localité et conduisait tout à la diable. Cela avait fait la fin... Aussi, quand le petit fermier actuel s'est mis à la tête de l'exploitation, il y a dix ans tantôt — il lui a fallu un véritable courage. Je sais bien que, dans le temps, ses parents avaient occupé la même place et avaient parfaitement réussi. C'était à lui de prendre exemple sur eux. Oui, sans doute.

Mais il fallait commencer par reconstruire l'attirail, un vieux attirail insuffisant. Ainsi, il n'y avait aucune des nouvelles machines à ensemencer, à faucher, à battre — à battre surtout! — en usage maintenant dans les fermes bien outillées. Et puis, les ouvriers, qui sont d'ailleurs de braves gens, durs à la besogne, allant le dimanche à la messe, ont la tête près du bonnet et ne sont pas toujours faciles à mener.

Le jeune Alfons avait su, à force d'autorité mêlée de douceur, mettre tout le monde au pas. Enfin, l'affaire était en « bon allage », lorsqu'éclata la dispute de l'autre semaine.

« Qui terre à guerre » dit la sagesse des nations. Les gens de la « Nouvelle ferme » le firent bien voir, ou du moins eurent envie de le faire voir à ceux de « La Grange ». Ces derniers étaient donc propriétaires légitimes depuis trois siècles — ou, du moins, depuis trois siècles — des terres situées au lieu dit « Les Charlottes ». Ils en jouissaient ou n'en jouissaient pas, cela était leur affaire; « le Prince » survint, et voilà la guerre allumée... ou peu s'en faut.

Il avait envie des « Charlottes », et il les prit. Rien n'est plus simple. Vous vous rappelez Robert-Macaire trouvant une malle abandonnée et s'en emparant sur ce mot devenu légendaire : « Cette malle doit être à nous ! » C'est ce que fit le régisseur des Schmitt. Un jour, voyant que les « Charlottes » n'étaient pas entretenues par ceux de la ferme de « La Grange », il s'en empara et commença à la faire cultiver pour le compte de son patron. « Cette malle — pardon! — cette terre devait être à lui ! »

Le principe est toujours le même. Grand émoi chez les Alfons ! Le petit patron, qui a du vieux sang de soldat dans les veines, était effrayant à voir; et tout d'abord, si on ne l'avait pas retenu ! Mais il ne suffit pas d'être brave pour savoir diriger les affaires d'une ferme importante : il faut encore autre chose. Or, il se trouva que le jeune homme était brave, et aussi sage et prudent comme un vieux fermier.

Voilà, par ma foi, une heureuse ferme d'avoir un tel maître ! Il voulait être renseigné exactement sur la façon dont les choses s'étaient passées, et il apprit ceci : C'était le jour même où il avait envoyé trois hommes avec l'attirail nécessaire pour mettre en état « les Charlottes », que ceux de la « Grande ferme » étaient arrivés; et pendant que, sur la route, les premiers déchargeaient les voitures et se préparaient à entrer « chez eux », les ouvriers du « Prince » s'installaient tranquillement, sous leurs yeux ébahis, dans la propriété, et se mettaient en mesure de cultiver !

« Vous le voyez : il paraît qu'aujourd'hui la force prime tout, même un droit très séculaire ! »

Cependant, à mesure qu'on apprendait de nouveaux détails, on était plus furieux « La Grange ». Vous le comprenez bien ? Sur ces entrefaites, une voiture de fourrage appartenant aux Schmitt, étant passée par là, fut renversée par les ouvriers des Alfons; la plaque du propriétaire fut arrachée du chariot, jetée à terre, foulée aux pieds, enfila brûlée sur la place du village. Qu'est-ce que vous voulez : la foule n'est toujours pas maîtresse d'elle-même; et vraiment, cette fois, elle avait raison d'être en rage, il faut le reconnaître.

Dans les autres domaines, on se regardait avec stupeur, se demandant si les Schmitt n'allaient pas en faire autant sur tous les héritages environnants. Car ils sont très forts, les Schmitt, et il aurait tort de ne pas les redouter. Aussi les détenteurs de ce point que les autres propriétaires du pays n'ont pas songé à seul instant à intervenir en faveur du brave Alfons. C'était son affaire de se tirer de ce mauvais pas comme il le pourrait... Eh bien ! il s'en est parfaitement tiré, tout à fait à son honneur et au profit de son exploitation, qu'il a tant à cœur de voir réussir.

Il a si bien manœuvré qu'un beau jour M. Schmitt a dit à son régisseur qu'il y en avait assez comme ça, qu'il ne voulait pas qu'on fit endurer plus longtemps le monde; qu'il fallait abandonner les « Charlottes », rester tranquille chez soi et laisser les autres tranquilles chez eux. Il a bien ajouté qu'on choisirait un arbitre qui déciderait à qui appartenait la pièce de terre.

Mais à « La Grange » on ne veut pas entendre de cette oreille-là. On ne veut pas d'arbitres, on dit : « Les Charlottes sont à nous de tout temps; et nous n'avons pas besoin de faire constater notre droit. Nous avons d'ailleurs les titres chez nous. »

Quant à Alfons, il a immédiatement envoyé des hommes sur la terre en litige. Au moment où je vous parle, ils sont en train de la biner.

Voilà où en sont les choses. Ah ! j'oubliais : le « Prince » demande des excuses et une indemnité, à cause de la voiture de récolte renversée et de la plaque arrachée et brisée. Ça, c'est un peu fort ! Est-ce que ce n'est pas lui qui a commencé ? Je ne sais pas comment va s'en tirer l'ami Alfons; mais je suis convaincu que, cette fois encore, il saura faire le nécessaire pour le mieux des intérêts de sa ferme et pour sa dignité.

Voilà, dans notre pays, la grande nouvelle qui, grâce à Dieu, passera bientôt au rang des vieilles lunes. Ce sera une affaire finie, heureusement pour tous, même pour ceux de la « Nouvelle ferme », dont le patron s'est montré plus prudent que son chef de culture ne l'aurait voulu.

Je n'ai pas besoin de vous dire qu'ici tout le monde faisait des vœux pour les gens de « La Grange » et pour le jeune « maître ». Vous voyez que ce gaillard-là — qui s'en va tranquille comme Baptiste soigner ses ouvriers atteints du choléra — remontera son affaire et établira là-bas une ferme modèle : ce que nous lui souhaitons de tout cœur.

J'en serai heureux pour lui et pour sa maman, que je connais, qui est une bonne et digne femme, adorée dans le domaine, comme si elle était encore la fermière en titre.

J'en serai heureux enfin pour les habitants de « La Grange », qui sont de braves gens avec lesquels nous ferons toujours entretenu depuis longtemps de bonnes relations.

On ne peut pas oublier que nous avons la même origine, et que nous sommes presque de la même famille.

JULES BOURGEOIS.

Nous avons donné dans notre numéro de mardi dernier une protestation de la municipalité de la commune de Garons (Gard), contre la mesure de laïcisation des écoles; aujourd'hui, nous apprenons que, de leur côté, les habitants de la commune de Rodilhan viennent d'adresser à la lettre suivante au préfet du Gard :

Monseigneur le préfet,

La population du hameau de Rodilhan vient d'apprendre la laïcisation de l'école qui, depuis plus de trente ans, était dirigée par des religieuses. Devant cette mesure aussi pénible qu'insultante, elle n'hésite pas, moi-même le préfet, à vous prier de revenir sur cette décision. Ce changement, qui ferait la désunion dans le village, ne pourrait avoir pour la population si catholique de Rodilhan que les plus fâcheux effets.

Elle espère donc, monseigneur le préfet, que vous voudrez bien prendre sa demande en considération, et laisser aux enfants du village les institutrices dont les pères de famille sont sur tous les points satisfaits. Confiant en votre justice, nous vous prions, monseigneur le préfet, de recevoir nos salutations.

(Sivent 90 signatures.)

Il est à parier que pour se rendre agréable aux radicaux, M. le préfet du Gard s'empressera de ne pas tenir compte de cette pétition et de se moquer des pétitionnaires, toujours au nom de la liberté de conscience.

## JOURNAUX ET REVUES

Chaque fois qu'une entrevue a lieu entre les « deux empereurs » ou les « trois empereurs », les journaux publient d'abord quelques dépêches et des correspondances donnant des détails sur l'arrivée des souverains, détails purement anecdotiques et mondains; puis, les dépêches deviennent un peu plus révélatrices; on expose les points sur lesquels les souverains auront à s'entretenir, ainsi que les ministres qui les accompagneront; on finit, on vit de suppositions jusqu'au jour où un journal mieux informé que les autres nous dévoile, sinon tous les secrets de l'entrevue, du moins la plupart de ces secrets.

C'est précisément ce qui vient d'arriver aujourd'hui. Le *Figaro* publie, ce matin, un fort curieux article, intitulé : « La vérité sur l'entrevue de Kremsier ». Le correspondant de notre confrère nous révèle tout d'abord que l'empereur d'Autriche et le czar, son hôte, ont très peu parlé politique. Il avait été convenu entre M. de Bismarck et M. Kalnoyky que les souverains ne discuteraient que des questions sans importance :

M. de Giers, auquel ce programme fut soumis, répondit qu'il approuvait complètement, que pourtant... Cette réponse fut froidement accueillie et M. de Giers se vit obligé de télégraphier au czar en route pour Kremsier qu'il fallait renoncer à ces pourparlers... Le czar, déjà parvenu sur le territoire autrichien, répondit par une dépêche dans laquelle il manifestait un étonnement mêlé de regrets.

Une copie de cette dépêche fut secrètement expédiée à la chancellerie autrichienne et naturellement communiquée à l'empereur. Aussi, est-ce avec un certain désenchantement que les deux alliés s'abandonnèrent, et ils ne purent s'empêcher de le laisser percer en se donnant simplement l'accolade sans s'embrasser.

À Kremsier, le czar essaya de révenir à un « pourparler » qui lui tenait au cœur. M. de Giers parla au comte Kalnoyky d'une question relative au traité de Berlin, d'un article du traité à expliquer ou à commenter. Le ministre autrichien lui fit observer que, pour ce faire, l'autorisation du troisième empereur était nécessaire. Aussi fut-il très légitimement étonné, et M. de Giers se vit répondre évasivement, déclarant qu'il fallait consulter son empereur. Les deux souverains adressèrent alors à leur allié un télégramme pour lui demander l'autorisation de s'entendre seuls sur le point en question. L'empereur Guillaume répondit par un refus nettement exprimé, quoique dissimulé sous les formes les plus courtoises.

Parmi les « questions sans importance » qu'aborderont les deux empereurs, il faut citer la demande faite par le czar à son frère d'Autriche d'autoriser l'extradition des gens soupçonnés d'attentats contre les têtes couronnées :

L'empereur a répondu qu'il ne pouvait rien faire sans le Parlement, que cependant il en référerait au comte Kalnoyky et qu'en dignes monarque constitutionnel il espérait bien trouver un expédient pour satisfaire le czar. Ils ont cependant résolu une grosse question politique, ajoute le correspondant du *Figaro*, ils ont fixé les frontières de l'Autriche et de la Russie.

Vous savez peut-être que le fleuve qui nous sépare de la Russie déplace assez souvent son lit. Cela occasionne des disputes entre les paysans et les douaniers. Aussi, dans leur haute sagesse, nos souverains ont-ils convenu d'indiquer désormais la frontière avec des bornes pierres. Ils se sont ainsi partagé sept kilomètres carrés de terrain.

Mais revenons au « veto » de l'empereur d'Allemagne. Le refus du vieux Guillaume de laisser discuter entre les hôtes augustes de Kremsier un article du traité de Berlin désobligea le czar, et son mécontentement s'est traduit dans son entourage. Pendant le souper, les ennemis de l'Allemagne n'ont pas cherché, aux bas-bouts de la table, à dissimuler leur malveillance et leur antipathie. Ces hauts personnages, il est vrai, se sont tenus cois; mais, comme dit l'interlocuteur du correspondant du *Figaro* : « Ce que les pères fredonnent, les enfants le sifflent. »

C'est en visitant le château impérial, le Hofburg, que le correspondant de notre confrère a pu rencontrer un haut fonctionnaire de la cour d'Autriche avec lequel il eut la conversation que nous venons de résumer. Cette conversation se termine ainsi :

— Vous croyez qu'en dehors des résultats insignifiants dont vous me parlez tout à l'heure, le seul résultat sérieux qu'ait produit l'entrevue de Kremsier a été de disposer assez mal la Russie envers l'Allemagne ?

— Tout juste. A mon avis, malgré la question de l'Afghanistan, la guerre russo-allemande éclatera avant la guerre anglo-allemande.

— Une dernière question, si je n'abuse pas de votre obligeance. Quel est l'article du traité de Berlin qui a indirectement amené cet orage que vous croyez près d'éclater ?

— Je ne puis vous le dire, je ne le sais pas moi-même. Je crois pourtant qu'il s'agit de délimiter la frontière d'un Etat le long des Balkans.

Une anecdote, pour terminer et pour faire trêve à la politique :

Les deux empereurs, en s'abordant, se sont souhaités la bienvenue en allemand; puis, à partir de ce moment, ils n'ont plus parlé que français, ainsi que leur entourage.

Les impératrices, elles, ont causé en allemand. L'impératrice d'Autriche a témoigné à la czarine l'étonnement qu'elle éprouvait à l'entendre si bien parler cette langue.

L'impératrice russe a répondu en rappelant que son père le roi Christian, avant de monter sur le trône, avait passé plusieurs années en exil dans le Schleswig, et qu'elle y avait appris l'allemand.

— Pression administrative : On lit dans la *Gazette de Cambrai* :

Est-il vrai que le garde-champêtre de Neuville pénétre dans les ateliers, même sans l'autorisation des patrons, pour faire de la propagande opportuniste ?

Nous serions heureux que l'administration fût en mesure de contester le renseignement que l'on nous donne à cet égard et qui nous vient d'une personne bien informée.

Dans tous les cas, nous espérons qu'elle désavouera un agent qui méconnaît les instructions publiquement données par l'autorité.

La naïveté de notre confrère nous surprend. On et quand a-t-il vu que l'administration désavouait ses agents électoraux ?

## LE COMMERCE EXTÉRIEUR

L'administration vient de publier les résultats du commerce de la France avec l'étranger, pour les huit mois écoulés du 1<sup>er</sup> janvier au 31 août







## GRANDS MAGASINS DU LOUVRE

PARIS — Les plus vastes du monde — PARIS

Après-Demain Lundi 21 Septembre

EXPOSITION ET GRANDE MISE EN VENTE DE

TAPIS

RIDEAUX TOUT FAITS, ÉTOFFES POUR AMEUBLEMENTS  
 AINSI QUE DES ARTICLES AUTHENTIQUES DE LA CHINE ET DU JAPON  
 POUVANT SERVIR A LA DÉCORATION DES APPARTEMENTS

Nous donnons ci-dessous un aperçu de quelques affaires remarquables traitées en vue de cette Exposition.

<b>Moquette française</b> tissage Jacquart, qualité extra, 5 et 6 couleurs, d'une valeur de 12 fr. le mètre. Au prix extraordinaire de <b>6.75</b>	<b>Tapisseries anciennes</b> des Flandres, de Beauvais et d'Aubusson, pour tentures et portières. Le mètre carré <b>49. »</b>	<b>Carpets français</b> réduction fine, dessins Persans, Indiens et genres anciens. Long. 3 <sup>m</sup> , larg. 2 <sup>m</sup> , valeur 65 fr. Le tapis <b>39. »</b>	<b>Rideaux et Portières</b> en velours peluche, face, reproduction des tapis d'Orient. Hauteur 3 <sup>m</sup> , à 3 <sup>m</sup> 80. Valeur réelle 75 francs. <b>30. »</b>
<b>Tapis de Smyrne</b> toutes les dimensions, d'une valeur de 35 fr. Le mètre carré <b>18.50</b>	<b>Descendes de lit</b> haute laine, première qualité, d'Aubusson, dessins des Daghestans anciens et des tapis persans. Long. 1 <sup>m</sup> 70, larg. 0 <sup>m</sup> 70. Le tapis <b>5.90</b>	<b>Velours frappé</b> nuances nouvelles, pour sièges, rideaux et tentures. Valeur réelle 6.50. Le mètre <b>2.75</b>	<b>Assiettes porcelaine du Japon</b> , décor Imari très varié, diamètre 0 <sup>m</sup> 21. <b>» 65</b>
<b>Tapis des Indes</b> toutes les dimensions, belle qualité. Le mètre carré <b>21. »</b>	<b>Carpets</b> haute laine de Beauvais, première qualité, dessins Daghestans, Persans et Fleurs. Longueur 1 <sup>m</sup> 30, largeur 1 <sup>m</sup> 20. Le tapis <b>13.50</b>	<b>Rideaux et Portières</b> Un lot considérable de Rideaux et Portières tissés, dessins et coloris variés. Hauteur 3 <sup>m</sup> . Valeur réelle 22 fr. Le rideau ou la portière (prêt à être posé) <b>12.75</b>	<b>Plats porcelaine du Japon</b> , décor Imari très varié, diamètre 0 <sup>m</sup> 30. <b>2.50</b>
<b>Tapis de Prières</b> anciens et modernes, en parfait état de conservation, toutes les dimensions. <b>18.50</b>	<b>Carpets haute laine</b> fabrication française, dessins genres anciens. Long. 2 <sup>m</sup> , larg. 1 <sup>m</sup> 40, valeur 29 fr. Le tapis <b>17.50</b>	<b>Rideaux</b> tapisserie Louis XVI, sans envers, encadrés sur tissée à même. Hauteur 3 <sup>m</sup> . Valeur réelle 35 fr. Le rideau tout fait prêt à être posé <b>21.50</b>	<b>Vases Japonais</b> émail cloisonné sur faïence. Hauteur 0 <sup>m</sup> 20 centimètres. <b>4.90</b>

En raison de son importance et de la grande quantité de TAPIS, CARPETTES, RIDEAUX, MEUBLES DE BOIS, TAPISSERIES et objets de toutes sortes qui seront mis en vente, la totalité des galeries SAINT-HONORÉ et MARENGO, au 1<sup>er</sup> étage, ainsi qu'une grande partie de la

## Magnifique Salle des Fêtes

Seront affectées à cette Exposition qui aura, nous en sommes certains, pour tous les visiteurs, un immense intérêt.

## DETTE AUTRICHIENNE

RENTE 4 % EN OR  
 Le coupon au 1<sup>er</sup> octobre sur la Rente autrichienne 4 % en or sera payé à partir du jour, à la caisse de la Banque de Paris et des Pays-Bas, 3, rue d'Amsterdam, à Paris.  
 Paris, le 9 septembre 1885.

## MINISTÈRE DES FINANCES

Direction Générale des Manufactures de l'État

Le 15 octobre 1885, à deux heures de l'après-midi, il sera procédé, au Ministère des finances, à l'adjudication des papiers de paquetage et d'emballage nécessaires aux manufactures de Tabacs pour une période de cinq ans à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1886.

Le cahier des charges est déposé à la Manufacture du Gros-Caillois, 63, quai d'Orsay, ainsi que dans toutes les manufactures de Tabacs. Les échantillons-types sont réunis au Gros-Caillois, où les concurrents peuvent en prendre connaissance; dans les autres manufactures, des spécimens sont mis à la disposition des intéressés.

A céder INDUSTRIE 1<sup>re</sup> Nécessité

Paris. A céder exploit. facile. Bénéf. nets 50,000 fr. Px 150,000 fr. Ind. p. Paris 12,000 fr. 33,000 fr. Agence de l'Industrie, 82, rue d'Hauteville.

Brevet pour fabriquer Caisnes d'emballage (BOIS et CANNES) à céder. Supériorité incontestable. (Prix à débattre). Labat, 1, rue Bailly.

Bois Scierie et Charpente (portes PARIS) à céder après fortune. Vaste terrain. Long bail matériel 14,000 fr. Aff. 30,000 fr. 10,000 fr. au moins. Belle clientèle. Prix 40,000 fr. Labat, 1, rue Bailly.

Fab. Plumes p. Papeteries, Spéc. Oiseaux luxe gros 1/2 gros. A céder Paris. Après fortune. Aff. 64,000 fr. Net 10,000 fr. 12,000 fr. Labat, 1, rue Bailly.

A vendre gr. ville FONDEUR constructeur (Normandie) anc. M<sup>e</sup> mécanicien. Spécialités en laiton. Px 65,000 fr. Occasion pressée. Agence de l'Industrie, 82, rue d'Hauteville.

## A LOUER Grand appartement confortable

S'adresser à M<sup>me</sup> LAISER, 16, r. Grange-Batelière.

## NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

INVISIBLES DÉPLIABLES. Pose de BOURRETTES invisibles. Dépliants. Jaccoux, 37, r. l'Éclair.

MACHINES À PILER. Achat, vente, location. S'adresser à M<sup>me</sup> LAISER, 16, r. Grange-Batelière.

## SANTAL de MIDY

Ces capsules arrivent en 48 heures les écoulements et suppriment copulux, tubercule et injection.

Pharmacie MIDY, 143, Faub. St-Honoré, Paris.

MACHINES À PILER. Achat, vente, location. S'adresser à M<sup>me</sup> LAISER, 16, r. Grange-Batelière.

## La Foncière

COMPAGNIE D'ASSURANCES sur la VIE  
 AUTORISÉE PAR DÉCRET DU GOUVERNEMENT  
 Place Vendôme, à PARIS

Capital social: QUARANTE millions

ASSURANCES  
 VIE ENTIERE — MIXTE — TERME FIXE  
 Ces Assurances donnent droit à des bénéfices à une participation de 60% de la Compagnie.

Assurances Temporaires. — Assurances de Survie  
 Assurances de Capitaux VIAGÈRES  
 RENTES VIAGÈRES

## GARDE-MEUBLES

Avances d'argent sur mobiliers et bijoux. Achat. Ecrire à M. D. 108, rue Richelieu.

## MALLES ANGLAISES MOYNAT

SACS GARNIS TROUSSES DE VOYAGE  
 5, Place Théâtre-Français, 4, Av. Opéra (Ne pas se tromper de Maison)

PRIX FIXE C. DETOUCHE (N. C.)  
 Horlogerie — Bijouterie — Orfèvrerie  
 GRAND CHOIX DE DIAMANTS — BRONZES D'ART  
 Régulateur des montres de M. E. LAGOUT  
 ingénieur des Ponts-et-Chaussées  
 Rue Saint-Martin, 222, 228 et 230.

## RHUMATISMES

GURISON ASSURÉ PAR LA FLANELLÉRIE LA GOUTE  
 VÉGETARIEN DU FIN SYLVESTRE  
 REYNAUD, chimiste, rue de la Paix, 22.

BOURSE DU 19 SEPTEMBRE 1885										OBLIGATIONS										VALEURS DIVERSES										BULLETIN FINANCIER																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																											
Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	Cl.	